

Un chantier historique

Derrière la conférence de Montréal, il y a une inévitable nécessité d'agir

PHILIPPE FAUCHER



L'auteur est directeur du département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal.

Le réchauffement de la planète est un problème formidable. La mise en oeuvre du protocole de Kyoto est une tâche considérable. Si (c'est un très gros si) les objectifs de réduction des émissions sont atteints en 2012, le monde ne sera débarrassé que de 10 % des gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète.

La conférence des Nations unies sur les changements climatiques est l'occasion pour les représentants des pays membres d'apporter des précisions sur les règles d'application, et de rendre compte des moyens mobilisés. Les réunions des différents conseils des parties (COP) se tiendront à Montréal sous la présidence du Canada du 28 novembre au 9 décembre (1). C'est le moment d'observer en direct les efforts de milliers de délégués venus de tous les coins du monde pour construire un régime international de l'environnement. Une illustration édifiante que les négociations multilatérales sont un passage obligé pour assurer l'avenir de la planète, que cela plaise ou non à la Maison-Blanche.

Des cibles flexibles

Le protocole de Kyoto a été signé en décembre 1997. Il a fallu sept ans pour qu'un nombre suffisant de pays (55) ratifient le traité. Les États-Unis s'y refusent encore. Le Protocole est entré en vigueur le 16 février 2005. L'objectif collectif de réduction des émissions des gaz à effet de serre est modulé selon les engagements pris par les différents pays. L'objectif souscrit par le Canada est de moins 6 % du niveau atteint par les émissions en 1990, il est de moins 8 % pour l'Europe, de 0 % pour la Russie et plus 10 % pour l'Islande (2). En raison de sa structure économique et de la croissance des dernières années, les émissions du Canada sont aujourd'hui supérieures de 24 % à ce qu'elles étaient en 1990. Cela signifie,

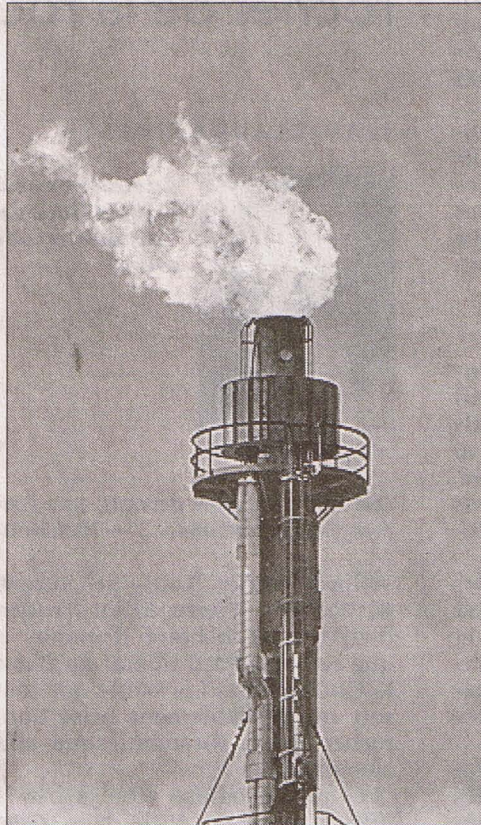


PHOTO ARCHIVES. LA PRESSE

Le protocole de Kyoto représente un véritable tournant pour la mise en place d'un régime international contre les atteintes à l'environnement global.

pari formidable, que le Canada devra réduire ses émissions de 30 % d'ici 2012.

Les pays en développement, dont le Brésil, la Chine et l'Inde n'ont pas d'objectif de réduction des émissions de CO₂. Première innovation pour un traité international ; le niveau d'effort attendu est proportionnel aux ressources des pays.

Derrière l'opacité rebutante du vocabulaire, des directives de procédures, des

règles directrices et autres modalités complexes de comptabilisations, ce que les sceptiques appellent « des négociations sur des négociations sur des négociations », se trouvent des innovations significatives. Le protocole de Kyoto représente un véritable tournant pour la mise en place d'un régime international contre les atteintes à l'environnement global.

Réduire les émissions des gaz à effet de serre ne peut se faire au détriment de la croissance économique, en particulier celle des pays en développement. C'est pourquoi des mesures visant à accélérer le transfert de technologies propres sont considérées. Il est prévu, selon des modalités qui restent à préciser, que les pays développés peuvent obtenir des crédits d'émissions quand ils contribuent à réaliser des projets qui répondent aux critères du développement durable. Environ 400 projets sont en cours de validation. Puis il y a les rêves qui se rapprochent de la réalité : les éoliennes, le solaire, l'énergie des vagues, le méthane, et les fascinants « puits de carbones ». Nos firmes de génie-conseil sont très actives sur ces marchés.

Secteur privé

Le secteur privé n'est pas en reste. L'application du protocole de Kyoto représente des milliards en investissements. La recherche pour des technologies destinées à réduire les émissions de CO₂ mobilise des milliers d'ingénieurs. Les grandes pétrolières sont les premières à miser sur l'après-pétrole. Il existe en Europe une Bourse qui permet aux pays qui excèdent leur objectif de réduction de vendre des droits d'émissions (une tonne de CO₂ s'échange pour 30,50 \$).

Les mouvements écologiques, Greenpeace en tête, même s'ils déplorent la lenteur du processus, appuient et participent aux négociations. Les sondages montrent que la population est très favorable aux initiatives de leurs gouvernements respectifs. Une mobilisation mondiale d'appui à Kyoto est prévue pour le 3 décembre. Il y aura même des Américains dans les rues. Comme quoi l'environnement ne s'embarrasse pas des clivages simplistes.

1) La Conférence de Montréal comprend la réunion des pays membres de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques ainsi que la première réunion des pays qui ont ratifié le protocole de Kyoto.

2) Consulter le « Guide des négociations », Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société de l'Université Laval (<http://www.ihqeds.ulaval.ca/>).